



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité départementale  
du Havre**

Équipe territoriale

Le Havre, le 25 mars 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GEIE VRAC OCEANE**

Centre multivrac

1198 PORT

76700 ROGERVILLE

Références : 20220307\_VI\_VracOceane\_nouvelle\_activité

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2022 dans l'établissement GEIE VRAC OCEANE implanté Centre multivrac 1198 PORT 76700 ROGERVILLE. L'inspection a été annoncée le 03/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

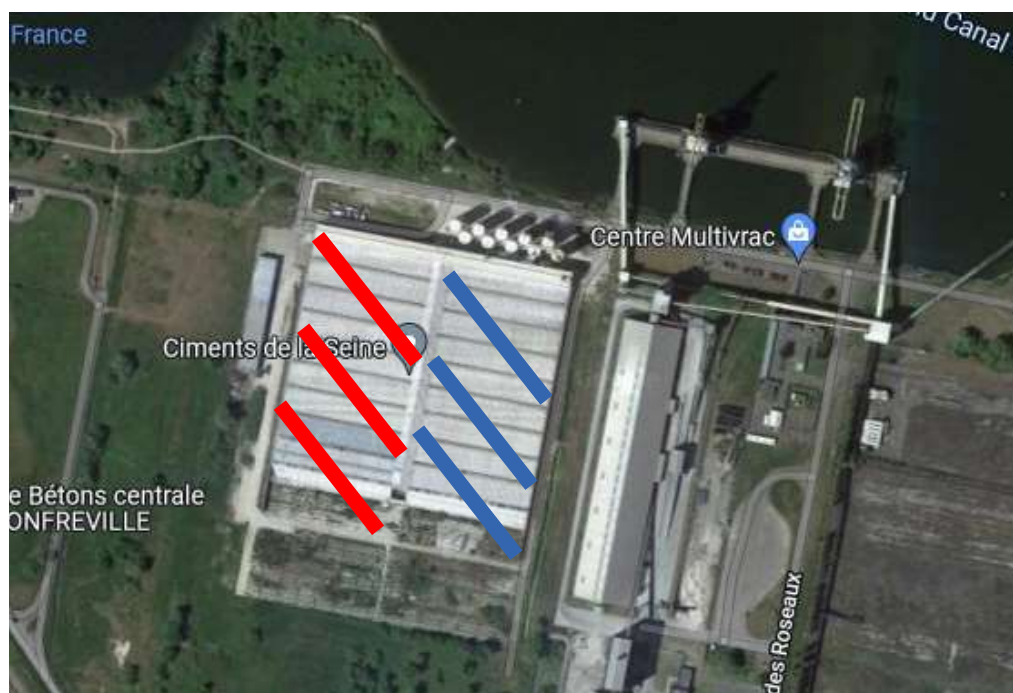
- GEIE VRAC OCEANE
- Centre multivrac 1198 PORT 76700 ROGERVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005805655
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La formation du GEIE Vrac Océane est issue du rapprochement de deux activités au sein d'un même silo plat de stockage. L'arrêté préfectoral 03 février 2015 complété le 22 août 2018 encadre donc :

- une activité de broyage de clinker qui est opérée par la société « Ciments de la Seine » sur la partie Est du silo plat,
- une activité de stockage de biomasse et production d'électricité qui est opérée par la société « SMEG » sur la partie Ouest du silo plat.

Les deux activités précitées n'ont, à l'heure actuelle, pas été lancées.

L'inspection du 07 mars 2022 a eu lieu sur la partie SMEG du site, après avoir eu connaissance de la mise en oeuvre d'une nouvelle activité sur le site.



Plan : GEIE VRAC OCEANE :  SMEG  CEMENTS DE LA SEINE

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Modification des installations	AP Complémentaire du 03/02/2015, article 1.71	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 07 mars 2022, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre, **sous un mois**, en préfecture un porter à connaissance concernant l'activité de réparation et d'entretien de véhicules exercée sur la partie Ouest du site.

## 2-4) Fiche de constats

**Nom du point de contrôle :** Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2015, article 1.71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'inspection du 07 mars 2022 a permis de constater qu'une activité de réparation et d'entretien de poids lourds de SHGT était exercée par la société LORANY sur la partie Ouest du site occupée par la société SMEG (en moyenne deux poids lourds par semaine).  Cette activité relève de la rubrique 2930 " Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur". La surface de l'atelier étant inférieure à 2000 m <sup>2</sup> , l'activité est non classée au titre des installations classées.  Cependant, l'exploitant aurait dû porter cette modification des activités par rapport à la demande d'autorisation initiale à la connaissance du préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, <b>sous un mois</b> , en préfecture un porter à connaissance concernant l'activité de réparation et d'entretien de véhicules exercée sur la partie Ouest du site.